

Audience publique du 26 février 2020

Recours formé par
Monsieur ..., ...,
contre un arrêté grand-ducal du 19 novembre 2018,
en matière de changement de prénom

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 42200 du rôle et déposée le 7 janvier 2019 au greffe du tribunal administratif par Maître Aurélia Cohrs, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., demeurant actuellement à ..., tendant à l'annulation d'un arrêté grand-ducal du 19 novembre 2018 portant refus de l'autorisation de changer son prénom de « ... » en celui de « ... » ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 1^{er} mars 2019 ;

Vu le mémoire en réplique de Maître Aurélia Cohrs déposé au greffe du tribunal administratif le 29 mars 2019 pour compte de Monsieur ..., préqualifié ;

Vu le mémoire en duplique du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 1^{er} avril 2019 ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Zoé Thill, en remplacement de Maître Aurélia Cohrs, et Madame le délégué du gouvernement Nancy Carier en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 18 décembre 2019.

Par requête datée du 6 novembre 2017, Monsieur ... s'adressa par l'intermédiaire de son litismandataire au ministre de la Justice, ci-après désigné par « le ministre », afin de solliciter l'autorisation de changer son prénom de « ... » en celui de « ... ».

Cette demande fut complétée, sur demande afférente du ministre du 29 novembre 2017, par le biais de pièces transmises par courrier du 17 janvier 2018.

Suite à une demande afférente du Procureur d'Etat du 14 mars 2018, le litismandataire du demandeur précisa encore par courrier du 22 mars 2018 que son prénom actuel se prononcerait avec un son « s » et non pas avec un son « z » au milieu.

Par avis séparés des 8 et 25 avril 2018, le procureur d'Etat et le procureur général d'Etat se prononcèrent en défaveur du changement de prénom sollicité par le demandeur. Le Conseil d'Etat émit le 24 juillet 2018 également un avis défavorable quant au changement de prénom sollicité.

Suite à ces avis, la requête en changement de prénom fut rejetée par arrêté grand-ducal du 19 novembre 2018 transmis à l'intéressé par un courrier du ministre du 20 novembre 2018. Cet arrêté grand-ducal est motivé comme suit :

« Vu la demande présentée par Maître Aurélia COHRS, avocat à la Cour, sollicitant au nom de Monsieur ..., né le ... (...), de nationalité luxembourgeoise et demeurant à ..., l'autorisation de changer son prénom actuel en ceux de « ... » ;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms, telle que modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms ;

Vu les avis négatifs rendus par le Procureur d'État de Luxembourg et par le Procureur Général d'État ;

Vu l'avis négatif émis par le Conseil d'État ;

Considérant que le Procureur d'État de Luxembourg déclare que « s'il est vrai qu'une demande en changement de prénom est susceptible d'avoir pour avantage de faire correspondre le prénom officiel d'un requérant au prénom sous lequel il est connu dans la vie courante, la démarche de mettre les autorités devant le fait accompli en choisissant un prénom de façon unilatérale, et d'inviter ses proches à utiliser ce prénom, ne correspond pas à cette hypothèse » ;

Considérant que le Procureur d'État de Luxembourg estime qu'il « appartenait au requérant lors de sa déclaration d'option de solliciter une transposition de prénom pour faire perdre à son prénom sa consonance étrangère, la loi du 18 mars 1982 ne visant que les prénoms à consonance allemande. L'introduction actuelle de la demande par le requérant semble plutôt être motivée par l'arrivée massive de demandeurs d'asile du Proche-Orient, pour éviter la confusion entre le requérant et les personnes faisant partie de la vague d'immigration récente » ;

Considérant que le Procureur d'État de Luxembourg note que le « prénom originnaire du requérant a d'ailleurs été repris. Il est vrai, dans l'acte d'indigénat du 4 février 1991, avec deux « s », orthographe qui a toutefois pour avantage d'éviter que les Luxembourgeois, alphabétisés en allemand, ne prononcent le prénom du requérant avec un « z » au lieu d'un « s ». Même en français, en règle générale, un « s » inscrit entre deux voyelles est prononcé « z », de sorte que l'orthographe actuelle du prénom du requérant présente tous ses avantages » ;

Considérant que la requête en changement de prénom n'est donc pas fondée ;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrêtons :

Art. 1^{er}. - L'autorisation sollicitée est refusée.

Art. 2. - Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté. ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 7 janvier 2019, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à l'annulation de l'arrêté grand-ducal du 19 novembre 2018, précité, portant refus de sa demande de changement de prénom.

Etant donné qu'aucune disposition de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms, telle que modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms, ci-après désignée par « la loi modifiée du 11-21 germinal an XI », ne prévoit de recours de pleine juridiction contre une décision de refus de changement de prénom, seul un recours en annulation a pu être introduit contre la décision sous examen lequel recours est recevable pour avoir, par ailleurs, été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours et en fait, le demandeur explique qu'à sa naissance au ... en ..., son père aurait pu le déclarer par devant l'officier de l'état civil de la ville de ... sous le prénom de « ... ». Après avoir effectué toute sa scolarité, ainsi que ses premières années universitaires au ..., il serait parti pour ... en ... afin d'y effectuer un Master en ... à l'Université ..., pour ensuite effectuer, en ... son doctorat en Ce serait à cette époque qu'il aurait rencontré son épouse à

Le demandeur insiste sur le fait que, lors de son arrivée en Europe, l'orthographe de son prénom actuel serait devenue inexacte et ce, probablement en raison d'une erreur de transcription de l'arabe vers le français, alors que l'orthographe commune « ... » ne correspondrait pas à la prononciation en langue arabe de son vrai prénom, à savoir « ... ».

Ce serait à cette même époque qu'il se serait établi au Luxembourg où, après avoir finalement encore poursuivi un post-doctorat en ..., il aurait commencé à travailler au sein de la société ... en tant que manager dans le ..., poste qu'il aurait gardé jusqu'en janvier De ... jusqu'à l'heure actuelle, il aurait travaillé pour plusieurs entreprises au Luxembourg, entre autres pour la ... et la société ..., le demandeur précisant travailler actuellement au sein de la société ... en tant que

Il continue son récit en expliquant que comme il se serait senti intégré au Luxembourg, il aurait introduit au début de l'année ... une demande en vue d'obtenir la nationalité luxembourgeoise, nationalité qui lui aurait été attribuée le

Le demandeur précise ensuite que les raisons pour lesquelles il aurait demandé à pouvoir changer de prénom seraient basées sur des circonstances exceptionnelles, puisqu'il se sentirait discriminé en raison de la consonance étrangère de son prénom.

A ce sentiment de discrimination serait venue s'ajouter l'actualité traumatisante et exceptionnelle liée au terrorisme qui aurait fini par le convaincre de décider de changer de prénom afin d'éviter toute assimilation déplacée, le demandeur ajoutant que les derniers événements traumatisants ayant eu lieu à ... en ... l'auraient conforté dans son choix.

En droit, le demandeur sollicite l'annulation de l'arrêté grand-ducal litigieux pour violation, sinon dénaturation, respectivement fausse application de la loi modifiée du 11-21 germinal an XI, sinon encore pour excès de pouvoir ou erreur manifeste d'appréciation.

En s'appuyant sur les débats au sein de la Chambre des députés concernant le projet de loi relative au changement de noms et prénoms, il fait valoir qu'il ne pourrait pas être contesté que la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms, ci-après désignée par « la loi du 18 mars 1982 », aurait été mise en place pour permettre à un ressortissant luxembourgeois possédant « *un nom ou un prénom à consonance étrangère* » de le changer pour faciliter son intégration au pays. Il serait d'autant plus étonnant que, dans son avis du 19 novembre 2018, le Procureur d'Etat a justifié son opposition au changement de prénom par le fait qu'il aurait appartenu au demandeur de solliciter, lors de sa déclaration d'option, une transposition de prénom pour faire perdre à son prénom sa consonance étrangère, et ce, au motif que la loi du 18 mars 1982 ne viserait que les prénoms à consonance allemande, tout en estimant qu'il semblerait que la demande de changement de prénom litigieuse soit davantage motivée par l'arrivée massive de demandeurs d'asile du Proche-Orient et viserait dès lors à éviter une confusion entre le demandeur et les personnes faisant partie de cette vague d'immigration récente.

Le demandeur estime qu'en tout état de cause, l'avis du Procureur d'Etat traduirait une fausse application de la loi du 18 mars 1982, alors que celle-ci irait plus loin sans se limiter aux seuls prénoms à consonance allemande.

Il se réfère ensuite au libellé de l'article 4 de la loi modifiée du 11-21 germinal an XI, en insistant sur le fait que ledit article permettrait de déroger au principe de la fixité des noms et prénoms en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes.

Or, il estime qu'en raison des circonstances exceptionnelles qui seraient dues à l'actualité liée aux actes terroristes, il serait indéniable que son prénom contiendrait des éléments perturbateurs dans son rapport avec les autres. Afin de sous-tendre cette affirmation, il s'appuie sur des résultats obtenus en lançant sur Google une recherche du prénom « ... ».

Il insiste sur le fait que si l'immigration existait et avait toujours existé, sans avoir été un fait ni gênant ni exceptionnel, il en irait autrement « *des abominations sur lesquels il n'y a pas lieu de s'étendre des terroristes sévissant sur toute la planète et avec lesquelles il est évident que personne ne veut être assimilée* ».

Il donne à considérer que ce serait « *cette actualité criante et son désir de s'intégrer intégralement et entièrement* » qui l'auraient poussé à agir et à faire sa demande de changement de prénom, le demandeur estimant qu'au regard de l'actualité, son prénom actuel freinerait son intégration.

Il ajoute que d'après les débats au sein de la Chambre des députés sur le projet de loi relative au changement de noms et de prénoms, il y aurait lieu d'« *admettre que le changement de prénoms peut consister à la fois dans le remplacement d'un (ou plusieurs) prénom (s) par un (plusieurs) autre (s) de même qu'en l'ajout ou en la suppression d'un prénom* » et que sa propre demande consisterait à changer son prénom actuel de « ... » en celui de « ... », le demandeur justifiant son choix du prénom de « ... » par sa consonance multiculturelle qu'il affectionnerait particulièrement et qui serait d'ailleurs une des valeurs du Grand-Duché de Luxembourg, pays dans lequel il s'intégrerait autant que possible professionnellement et socialement.

Le demandeur estime ensuite qu'il serait particulièrement hypocrite de la part du Procureur d'Etat de lui reprocher d'avoir mis les autorités devant un fait accompli en choisissant un prénom de façon unilatérale, tout en invitant ses proches à utiliser ce prénom, alors qu'il n'aurait fait que donner suite à la demande formulée par le Procureur d'Etat lui-même, par courrier du 29 novembre 2018, de compléter sa demande par la production de copies de pièces justifiant de l'emploi du prénom « ... ».

Il aurait ainsi versé diverses attestations testimoniales par le biais desquelles il aurait entendu justifier de l'utilisation tant par lui-même que par des tiers, dans sa vie courante, du prénom « ... ». Il aurait, en effet, informé, dans un premier temps, ses amis de la procédure de changement de prénom et, dans un second temps, suite au dépôt de sa demande de changement de prénom, il aurait commencé à informer et avertir ses collègues de travail. Il ajoute avoir signé les courriels de vœux de Nouvel an ... et ... avec le prénom « ... » et que certains contacts lui auraient répondu par « ».

Finalement, ce serait à tort que le Procureur d'Etat justifierait son avis négatif par des effets de sonorités « s » et « z », alors que, d'après les informations qu'il aurait pu obtenir, - le demandeur insistant, à cet égard, sur le fait que lui-même ne maîtriserait pas bien la langue arabe -, son prénom actuel se prononcerait avec un « s » et que le double « ss » en langue arabe ajouterait une lettre supplémentaire en arabe.

Dans son mémoire en réponse, la partie étatique conclut au rejet du recours pour ne pas être fondé.

Après avoir rappelé les principes légaux et jurisprudentiels régissant les demandes de changement de nom et plus particulièrement insisté sur le fait qu'il ne serait possible de déroger au principe de la fixité du nom qu'en présence d'une motivation spécifique basée sur des circonstances exceptionnelles, la partie étatique donne à considérer que comme le prénom constituerait un élément d'identification d'une personne physique au même titre que le nom patronymique et que, comme le changement de prénom et de nom seraient régis par les mêmes dispositions législatives, les principes jurisprudentiels retenus en matière de changement de nom devraient également s'appliquer au changement de prénoms.

Elle estime qu'en tout état de cause, le principe de fixité du prénom devrait être considéré comme une règle d'ordre public et social et que ce ne serait, en conséquence, que pour des circonstances exceptionnelles et des raisons importantes qu'un changement de prénom pourrait être autorisé.

Elle fait ensuite intégralement sienne la motivation invoquée par le Procureur d'Etat à l'appui de son avis négatif pour conclure que le demandeur ne justifierait ni de circonstances exceptionnelles, ni de raisons importantes pour se voir accorder le changement de prénom sollicité.

Dans son mémoire en réplique, le demandeur conteste l'appréciation étatique suivant laquelle il n'existerait pas de circonstances exceptionnelles, ni de raisons importantes justifiant sa demande, tout en reprochant à la partie étatique de s'être contentée de citer des jurisprudences qui seraient de surcroît inapplicables au cas d'espèce.

Il insiste sur le fait que sa demande aurait été mal interprétée et que si le sujet de l'immigration était toujours d'actualité, il n'en resterait pas moins que celui-ci n'aurait jamais

été gênant ni d'ailleurs un fait exceptionnel, mais que la problématique dont il se prévaut serait celle du terrorisme.

Il ajoute ne pas comprendre pour quelle raison des faits liés au terrorisme ne pourraient pas être suffisamment graves pour justifier un changement de prénom.

Il estime, par ailleurs, qu'une demande de changement de prénom devrait être appréhendée avec une plus grande souplesse qu'une demande de changement de nom, ce d'autant plus eu égard au nombre de personnes qui se feraient appeler au quotidien par un prénom différent que celui inscrit sur leurs documents d'identité.

Le demandeur insiste sur le fait qu'il souhaiterait poursuivre son intégration et est d'avis que son prénom actuel freinerait celle-ci au regard de l'actualité sur la toile de fond de terrorisme.

Il est encore d'avis que les pièces versées en cause démontreraient à suffisance qu'il était désormais connu auprès de ses amis, de sa famille et de ses relations professionnelles sous le prénom de « ... ».

Après avoir réitéré que la loi du 18 mars 1982 aurait justement été mise en place pour les situations telles que celle en cause, il précise que sur le site internet guichet.lu, il serait indiqué qu'« *un nom ou un prénom à consonance étrangère (pour faciliter l'intégration au pays* » pourrait notamment être considéré comme une raison légitime de changement dudit nom ou prénom.

Il se réfère encore à une interview d'un conseiller de gouvernement publiée le 16 novembre 2016 dans l'Essentiel lors de laquelle celui-ci aurait expliqué qu'un changement de prénom pouvait notamment se justifier par le désir de modifier ou de remplacer son prénom à consonance étrangère par un autre plus courant au Luxembourg et qu'il s'agirait là d'un point important pour certaines personnes en matière d'immigration.

Pour le surplus, il maintient, en substance, les développements contenus dans son recours, notamment en ce qui concerne la prononciation de son prénom actuel et les raisons pour lesquelles il a choisi le prénom « ... ».

Dans son mémoire en duplique, la partie étatique donne à considérer que le demandeur ne contesterait pas l'applicabilité aux procédures de changement de prénom des exigences de circonstances exceptionnelles et raisons importantes, tout en maintenant pour le surplus ses développements antérieurs.

Il y a lieu de relever qu'en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 6 fructidor an II, aucun citoyen ne peut porter de nom, ni de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance. L'article 4 de la prédite loi modifiée du 11-21 germinal an XI, dans sa teneur lui conférée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et prénoms, déroge au principe de la fixité des noms et prénoms en disposant que toute personne qui aura quelque raison de changer de nom ou de prénom en adressera la demande motivée au gouvernement. En vertu de l'article 5 de la même loi, le gouvernement se prononcera dans la forme prescrite pour les règlements d'administration publique.

A titre liminaire, le tribunal relève que s'il est vrai qu'il se dégage des travaux préparatoires de la loi du 18 mars 1982 que ses auteurs ont, par le biais de l'article 4 de ladite loi¹ admis la nécessité de permettre à toute personne, née sur le territoire luxembourgeois avant le 1^{er} janvier 1945, de faire remplacer son prénom allemand par le prénom correspondant français, il se dégage néanmoins également sans équivoque des travaux préparatoires de la loi du 18 mars 1982 que la volonté première des auteurs dudit projet de loi a été celle de soumettre les demandes de changement de prénoms aux mêmes conditions que les demandes de changement de noms, lesdits auteurs ayant, en effet, pris le soin de préciser que : « *le titre [II de la loi 11-21 germinal an XI] sera modifié en ce sens qu'il se réfère non seulement aux changements de noms, mais aussi aux changements de prénoms ; - l'article 4 prévoit que la demande en changement de noms ainsi que celle en changement de prénoms peut être faite par toute personne qui aura quelque raison de changer de noms ou de prénoms. On doit, admettre que le changement de prénoms peut consister à la fois dans le remplacement d'un (ou plusieurs) prénom (s) par un (plusieurs) autre (s) de même qu'en l'ajout ou en la suppression d'un prénom ; [...]* ».

C'est dès lors à bon droit que la partie étatique fait valoir que les principes légaux et jurisprudentiels régissant les demandes de changement de noms s'appliquent également aux demandes de changement de prénoms, ce qui n'est, par ailleurs, pas contesté par le demandeur.

Il découle, en tout état de cause, des textes de loi précités que le principe de la fixité tant du nom patronymique que du prénom est une règle d'ordre public et social. Ce n'est qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes qu'un changement de nom ou de prénom peut être accordé².

Par ailleurs, il échet de relever, d'une part, que suivant la règle de la fixité, sinon de la pérennité du nom patronymique et du prénom laquelle participe à l'ordre public, les raisons devant justifier le changement du nom patronymique, respectivement du prénom sont appelées à s'analyser en des circonstances exceptionnelles à énoncer dès la demande adressée au gouvernement, qui doit être dûment motivée. Cette exigence d'une motivation spécifique dès la demande formulée auprès du gouvernement se justifie, d'une part, en raison des circonstances exceptionnelles pouvant seules sous-tendre valablement un changement de nom patronymique, respectivement de prénom et, d'autre part, par le caractère nécessairement éclairé non seulement de l'autorité de décision à travers les avis rendus à son escient par le Conseil d'Etat, ainsi que le procureur d'Etat compétent ensemble le procureur général d'Etat, mais encore dans le chef de ces derniers mêmes³.

D'autre part, il y a encore lieu de rappeler que, de manière générale, dans le cadre de l'analyse d'un recours en annulation, le tribunal est amené à analyser la légalité d'une décision administrative en considération non seulement de la situation de droit et de fait au jour où elle a été prise, mais encore dans les circonstances spécifiques se dégageant des dispositions légales régissant les demandes en changement de nom patronymique et de prénom et notamment celles

¹ « *Toute personne née au Grand-Duché de Luxembourg avant le 1^{er} janvier 1945 peut demander à l'Officier de l'état civil du lieu de sa naissance le remplacement de son prénom à consonance allemande par le prénom à consonance française correspondant. L'officier de l'état civil inscrit le nouveau prénom en marge de l'acte de naissance.* ».

² Trib. adm. 13 novembre 1997, n° 9854 du rôle; Trib. adm. 14 juin 2017, n° 38215 du rôle, Pas. adm. 2019, V° Noms-Prénoms-Domicile-Etat civil, n°7, et les autres références y citées.

³ Trib. adm. 12 mai 2005, n° 20084 du rôle, Pas. adm. 2019, V° Noms-Prénoms-Domicile-Etat civil, n°5 et les autres références y citées.

de la loi modifiée du 11-21 germinal an XI, ce plus particulièrement de son article 4, de sorte que seuls les faits dûment étayés dès la demande en autorisation de changement de nom patronymique ou de prénom, tels que soumis successivement aux instances d'avis, puis à l'autorité de décision, sont à prendre utilement en considération pour apprécier la légalité de la décision rendue.

Il appartient, à cet égard, en tout état de cause au demandeur de fournir à l'autorité de décision les éléments nécessaires pour pouvoir apprécier s'il existe de telles circonstances exceptionnelles et raisons importantes justifiant le changement de prénom sollicité.

Force est de constater qu'il se dégage de la demande de changement de prénom, ainsi que des explications fournies en cours de procédure, que Monsieur ... a motivé sa demande en invoquant qu'en raison du port de son prénom actuel de « ... », il se sentirait discriminé, même si ce n'était parfois que de manière inconsciente, par ses interlocuteurs. A cela s'ajouterait l'actualité traumatisante liée aux actes de terrorisme qui ont été perpétrés au cours des dernières années dans le monde entier par des extrémistes islamistes auxquels il ne voudrait pas être assimilé en raison de son prénom.

La partie étatique estime, pour sa part, que lesdites raisons ne sauraient s'analyser en des circonstances exceptionnelles, ni en des raisons importantes pouvant justifier un changement de prénom, tout en étant d'avis que la demande litigieuse serait davantage motivée par l'arrivée massive de demandeurs d'asile du Proche-Orient et qu'elle viserait donc à éviter toute confusion entre le demandeur et les personnes faisant partie de la vague d'immigration récente.

En ce qui concerne tout d'abord les problèmes de discrimination mis en avant par le demandeur, force est au tribunal de constater que dans la mesure où il reste en défaut de les sous-tendre par le moindre élément tangible, respectivement de donner des exemples concrets d'actes discriminatoires dont il aurait été victime en raison du port de son prénom actuel et qui auraient empêché son intégration au Luxembourg, l'autorité de décision a nécessairement été mise dans l'impossibilité d'apprécier si lesdits problèmes sont tels qu'ils puissent s'analyser en des circonstances exceptionnelles, respectivement en des raisons importantes pouvant justifier un changement de prénom.

Ce constat s'impose d'autant plus qu'en l'espèce, il apparaît *a priori* que le port du prénom actuel du demandeur n'ait constitué un obstacle ni dans son parcours universitaire, ni dans sa carrière professionnelle de longue date au Luxembourg.

Pour ce qui est ensuite de la motivation sur fond d'actualité liée aux actes de terrorisme qui ont été perpétrés dans le monde par des groupements islamistes au cours des dernières années, le tribunal est là-encore amené à relever que la seule crainte d'être assimilé aux auteurs de tels actes en raison du port du prénom de « ... » ne saurait s'analyser en une circonstance exceptionnelle, ni en une raison importante de nature à justifier un changement de prénom, à défaut de soumettre le moindre élément dont il découlerait que le demandeur aurait personnellement rencontré des difficultés dans sa vie quotidienne pour avoir été assimilé aux auteurs de tels actes, la simple affirmation suivant laquelle il serait *« indéniable que son prénom contiendrait des éléments perturbateurs dans son rapport avec les autres »*, en ce qu'elle est uniquement fondée sur des résultats obtenus en lançant une recherche du nom de « ... » sur le moteur de recherche Google, à défaut d'être sous-tendue par le moindre exemple concret tiré de son vécu personnel étant manifestement insuffisante à cet égard.

Le tribunal relève finalement que s'il peut être admis que le fait de vouloir faire correspondre son prénom officiel à celui sous lequel une personne est connue dans sa vie courante peut s'analyser en une circonstance exceptionnelle de nature à justifier un tel changement, encore faut-il qu'il se dégage des éléments soumis à l'autorité de décision qu'au moment de l'introduction de la demande en question, cette personne, ainsi que son entourage utilisaient effectivement le prénom qu'elle souhaite adopter, respectivement qu'elle soit connue dans sa vie courante, sous ce prénom.

Il est vrai qu'à défaut de disposer de papiers d'identité renseignant le prénom que le demandeur souhaite adopter, il ne saurait être légitimement attendu de sa part qu'il puisse avoir fait procéder à la modification de ses documents officiels, tels que ses comptes bancaires ou encore ses diplômes scolaires, voire s'inscrire auprès d'une administration ou simplement demander un titre de transport, sous un prénom autre que celui figurant actuellement encore sur ses papiers d'identité.

Il n'en reste pas moins qu'il appartient au demandeur de prouver par tout moyen l'utilisation dans sa vie courante du prénom de « ... », et ce, non seulement par lui-même, mais également par des tiers.

Or, force est de constater qu'il se dégage uniquement des diverses attestations testimoniales versées en cause que ce n'est que suite à l'introduction de la demande de changement de prénom que le demandeur a informé les personnes de son entourage privé et professionnel du fait qu'il avait entamé une procédure en vue de changer son prénom et de son souhait d'être appelé à l'avenir par le prénom de « ... » et non plus par celui de « ... ». Lesdites attestations n'établissent dès lors aucunement que le demandeur aurait déjà utilisé le prénom de « ... » avant l'introduction de sa demande de changement de prénom, respectivement qu'il aurait été connu depuis un certain temps sous ce seul prénom dans sa vie courante. Il se dégage, au contraire, des pièces versées en cause qu'en mars 2019, l'adresse email professionnelle du demandeur était toujours « ... ». Pour ce qui des attestations des deux ... et de l'épouse du demandeur, il y a lieu de constater que dans la mesure où celles-ci ne font que déclarer en des termes identiques que le demandeur « *utilise le prénom de ... dans sa vie sociale et familiale* », et que lesdites attestations ont, qui plus est, elles-aussi été établies après l'introduction de la demande de changement de prénom et donc après que le demandeur ait demandé à son entourage d'utiliser à l'avenir le prénom de « ... », sans qu'il ne s'en dégage, par ailleurs, une quelconque indication quant au moment à partir duquel leur père, respectivement époux a effectivement commencé à utiliser ce prénom dans sa vie courante, ces attestations ne sont pas de nature à établir que le demandeur aurait déjà utilisé le prénom de « ... » avant l'introduction de sa demande de changement de prénom, respectivement qu'il aurait été connu depuis un certain temps sous ce seul prénom dans sa vie courante.

Au vu des considérations qui précèdent, aucun reproche ne saurait être adressé à l'autorité de décision pour avoir considéré que le demandeur avait mis les autorités devant le fait accompli en choisissant un prénom de façon unilatérale, tout en invitant ses proches à utiliser ce prénom et qu'une telle démarche ne rentre pas dans l'hypothèse où un changement de prénom pourrait être admis de manière exceptionnelle pour avoir comme avantage de faire correspondre le prénom officiel au prénom sous lequel il est connu dans la vie courante.

En conclusion, l'arrêté grand-ducal du 19 novembre 2018 n'encourt aucune critique en ce qu'il y a été retenu que le demandeur n'avait fait état ni de circonstances exceptionnelles, ni de raisons importantes justifiant le changement de prénom sollicité.

Au vu de ce qui précède, le tribunal ne saurait utilement mettre en cause la légalité de l'arrêté grand-ducal déféré.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit le recours en annulation en la forme ;

au fond, le dit non justifié, partant en déboute,

met les frais et dépens de l'instance à charge du demandeur.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 26 février 2020 par :

Annick Braun, vice-président,
Alexandra Castegnaro, premier juge,
Alexandra Bochet, juge,

en présence du greffier assumé Luana Poiani.

s. Luana Poiani

s. Annick Braun

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 26 février 2020
Le greffier du tribunal administratif